

Monsieur le Préfet

Monsieur le Député

Monsieur le vice-président du Conseil Régional

Monsieur le Président du Conseil Général

Mesdames et Messieurs les élus

**Mesdames et Messieurs les représentants des autorités
militaires, civiles et religieuses**

Mesdames et Messieurs

Depuis plus de deux siècles, la France commémore chaque 14 juillet, la prise de la Bastille, symbole de la lutte d'un peuple contre l'arbitraire et la monarchie absolue.

De ce mouvement populaire, l'histoire collective en a fait progressivement, le symbole de l'avènement de la république et de la lutte contre l'oppression, pour devenir enfin **notre fête nationale**.

Or, à la relecture de ces événements il est bon de rappeler que c'est la faim et l'inflation galopante qui ont poussé le peuple à la révolte et non pas une quelconque initiative d'ordre idéologique ou politique. Le peuple alors aimait son roi et ne remettait pas en cause la monarchie. Et quand en 1793 la tête du roi tomba

sur l'échafaud, ce n'était pas là encore, en rapport avec une aspiration républicaine même si la République avait été proclamée le 21 septembre 1792. Le peuple avait simplement perdu confiance.

En fait, cette révolte et le mouvement populaire massif qui a suivi ont surpris tant les politiques, que les intellectuels et les juristes d'alors. Personne n'était préparé à ce mouvement qui ne s'appuyait sur aucun socle de revendications sinon, et c'était l'essentiel : celui de pouvoir acheter du pain.

Et il faudra encore de nombreuses années avant que l'Etat ne s'organise pour être en mesure de gouverner. Une gouvernance autoritaire d'ailleurs qui laissera peu de place aux droits de l'homme.

Et pourtant des Droits de l'Homme il en a été question. Le 4 août 1789. Cette nuit-là, en dépit des clivages, des ambitions personnelles et des rancœurs, tous se dressent pour proclamer la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. En cette nuit du 4 août la convention consacre, par un texte de valeur constitutionnelle, l'ensemble des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen.

Cette nuit-là marque, dans le prolongement du soulèvement populaire du 14 juillet, le point de départ d'une longue marche vers la République et, plus encore, vers la démocratie.

Mais tout restait à faire ! Les notions d'Etat et de nation telles que nous les concevons aujourd'hui n'existaient pas. La République restait fragile dès lors qu'elle n'était pas en capacité de s'appuyer sur des institutions fortes, légitimant l'Etat Nation. Et de nombreuses années ont été nécessaires pour qu'il s'organise sur le territoire français en communes et départements. Plus encore, deux siècles ont été nécessaires pour que soient mises en œuvre les dispositions réglementaires garantissant les droits de l'homme : droit à la liberté de pensée ; droit à l'accès à la connaissance : droits à la dignité humaine : santé, logement, travail....

Autant de droits arrachés de haute lutte.

C'est pourquoi, en ce 14 juillet 2010, dans la relecture que nous sommes amenés à faire de cet événement, je m'arrêterai sur un point :

La capacité d'un peuple à refuser et à combattre l'inacceptable. Sa pugnacité à construire les bases d'une société nouvelle et ce, malgré les aléas et les mutations que notre pays a connu.

De l'enseignement tiré de ces évènements est née la volonté de se fédérer, d'organiser la revendication, de structurer la pensée et l'action politique.

De cette journée du 14 juillet 1789 est née la volonté d'un peuple à se prendre en main. Une volonté qui a changé inexorablement le cours de l'histoire.

Une volonté sans cesse renouvelée qu'ils s'agissent des mouvements sociaux qui ont marqué le 19^{ème} et 20^{ème} siècle ou des actes de résistance qui ont participé à la lutte contre l'idéologie nazie.

Une volonté enfin, qui se forge autour de valeurs communes et du sentiment d'appartenance à une nation : socle indispensable à la cohésion d'une société.

Car, quand la nation se délite, quand une partie de celle-ci perd ses repères, c'est notre société qui est atteinte ;

Quand les valeurs sur lesquelles s'est construite notre société sont bradées, dévoyées, c'est l'Etat Nation qui est ébranlé ;

Quand l'action publique ou ses représentants sont discrédités, c'est la République qui est alors menacée.

Autant d'éléments qui nous obligent à la vigilance et à l'exigence en tant qu'homme mais aussi citoyen. Il en va de l'avenir de notre République et de notre démocratie, lesquelles ne se bradent pas dans un monde où désormais, tout se vend.

Ces valeurs prennent un sens bien plus profond dans le contexte social et économique particulièrement troublé d'aujourd'hui.

Or, que penser des comportements consuméristes qui bradent ces valeurs.

Quand l'école de la république, la santé publique si chère à notre république sont davantage perçues comme une offre de service. L'offre de garderie, de restaurant scolaire, où la liberté de choix du praticien prévalant sur les grandes missions d'intérêt général.

Que penser d'une société qui fabrique des exclus : où les riches sont toujours plus riches et les pauvres de plus en plus nombreux. Quand le prix de la rigueur doit être payé par les plus démunis.

Que dire de cette société qui conforte le chômage par ses choix de consommateur soucieux du moindre coût plutôt que de privilégier le « juste prix ».

Que penser enfin de cette société qui progressivement détourne le sens profond des valeurs d'égalité et de fraternité pour tendre vers l'Équité. Aux grands principes constitutionnels on préfère désormais des règles d'intervention qui privilégie la contrepartie.

Quel est le devenir de notre nation jusqu'alors unie et indivisible quand l'Etat se retire de ses grandes missions régaliennes d'aménagement et d'organisation du territoire destinées à corriger les inégalités territoriales.

Autant de constats et d'interrogations qu'il nous appartient d'appréhender comme citoyens de cette nation,

Enfin, que voulons-nous réellement. Quelle place voulons-nous donner à l'Etat nation à l'aulne d'un nouveau tournant de l'histoire ?

Si nous commémorons chaque année la prise de la Bastille c'est avant tout pour ne pas oublier le sens de ce combat : celui de la liberté et de l'égalité ; la chair et le sang de notre nation. Un combat de tous les instants. Et pour faire vivre ces valeurs, prenons-nous en mains. Ayons cette quête d'absolu, la volonté de remettre en cause nos pratiques quotidiennes.

Ne l'oublions jamais, nous sommes les gardiens de ces valeurs. Elles ont un prix, celui de l'engagement mutuel. Elles ne pourront vivre que dans la mesure où nous accepterons de les faire vivre au quotidien. Le mieux vivre ensemble est à ce prix : celui de l'exigence mais.... à notre égard.

Et, à l'exemple de nos ancêtres qui ont franchi les barricades du pouvoir absolu et de l'individualisme, parfois au prix de leur vie, sachons dépasser notre ego, nos intérêts personnels pour refuser ce qui nous semble contraire à ces grands principes. Aucun combat n'est jamais perdu d'avance même si parfois le découragement nous gagne. Ces valeurs sont justes et toujours vivantes. Il est de notre devoir de poursuivre cette quête, éternelle ambition sans cesse renouvelée d'une société plus respectueuse de l'autre ; plus solidaire et fraternelle.

C'est le message de cette fête nationale : rendre possible ce qui nous paraît impossible.

Alors, osons. Osons franchir les barricades qui se dressent devant nous !

Avant de vous inviter à prendre le verre de l'amitié, je souhaiterais remercier chaleureusement les musiciens de l'Harmonie Municipale, les délégations militaires du **8^{ème} RA, de l'Escadron barrois de la BA 113, les sapeurs pompiers, les gendarmes réservistes de Bar le Duc et le CIRFA de la Meuse. Merci à eux !**